

Quelques réflexions sur la révolte des banlieues d'Automne 2005



Les cahiers de l'anarchosyndicalisme n°39

CNT-AIT

SOMMAIRE

Automne 2005 <i>Jean-Picard, CNT-AIT Caen</i>	p. 3
Trop conscients pour se révolter <i>Des militants CNT-AIT</i>	p. 9
Qui sème la misère, récolte la colère <i>CNT-AIT Paris-Nord</i>	p. 15
La quête du Graal Prolétarien ? <i>Goldfax, CNT-AIT Rouen</i>	p. 16
Une semaine de lutte a Toulouse <i>militants CNT-AIT du Mirail</i>	p. 19
Des agressions contre la manifestation du 8 Mars aux « émeutes » d'octobre-novembre 2005 <i>Ni Patrie Ni Frontière</i>	p. 25
Choisis ton camp camarade ! <i>Paul Anton, CNT-AIT Caen</i>	p. 32
Banlieues : qui sème la misère récolte la colère ! <i>CNT-AIT Châteauroux</i>	p. 35
Une vraie conscience politique <i>Marc Aurèle, CNT-AIT Toulouse</i>	p. 40
Pour un état d'urgence sociale <i>CNT-AIT Rennes</i>	p. 42



AUTOMNE 2005

Il y a longtemps que ça flambe dans les banlieues, où le système a concentré de la misère. Ce qui se passe aujourd'hui n'est donc pas étonnant : le contraire le serait. De la droite à la gauche, on prétend qu'il s'agirait d'un défaut d'intégration, d'une défaillance éducative, d'un trouble du comportement, d'un communautarisme identitaire, d'une voyoucratie délinquante, de difficultés à l'emploi, etc...

On mélange toutes les explications, on stigmatise une partie de la population par les comportements critiquables de certains. Cette théorie dédouane les responsables et transforme la victime en bourreau, l'opprimé en oppresseur. Car c'est bien le capitalisme qui fabrique et utilise le chômage pour augmen-

ter ses bénéfiques et affaiblir la riposte du salariat. C'est bien la bourgeoisie qui augmente ses revenus en dégradant les conditions d'existence d'une fraction croissante de la population. Ce sont les politiciens qui ont oeuvré à cet urbanisme concentrationnaire de banlieue pour loger à faible coût la main d'œuvre. Soyons justes : notre système social est basé sur l'exploitation, l'exclusion, l'oppression ; c'est sa nature profonde, il suffit d'observer la réalité. Occulter ou prétendre le contraire est un mensonge, une manœuvre politicienne pour manipuler l'opinion. La bourgeoisie de droite occulte la nature du système et ses conséquences, celle de gauche croit qu'il suffit de faire un peu de social, mais, **de droite à gauche, l'adhésion à ce système aboutit à des choix politiques jumeaux, de nature antisociale.**

Toutes les luttes et manifestations, salariales, étudiantes, des cités, ne sont que l'éveil d'une résistance populaire, l'expression des contradictions de classes sociales. Curieusement, certains adeptes de la lutte de classes comme Krivine ou Laguillet se sont exprimés de façon douteuse, démagogique, ambiguë, et ne faisant apparaître une analyse révolutionnaire du problème : la pêche aux voix et le jeu d'alliance électorale font-ils déjà sentir la trahison parlementariste ? Certes, des émeutiers commirent des erreurs de cibles en détruisant les biens de leurs frères de misère, mais ce n'est ni dans les silences et les absences que les erreurs s'évitent. Il faut être présent, parmi les révoltés, dans les cités, pour donner sens, éviter les pièges, créer du lien avec les autres résidents, travailler à massifier la lutte, mettre en discussion et rapport l'ensemble de la population, ouvrir des débats, pratiquer l'alliance et la solidarité, expliquer que Sarkozy a jeté de l'huile sur le feu pour faire oublier le décès de deux jeunes innocents. Par ses déclarations, Sarkozy a attisé la révolte en sachant que des jeunes révoltés, dépolitisés, naïfs, réagiraient ainsi. La stratégie de la tension visait un retournement de la population pour pérenniser un discours sécuritaire qui, comme en 2002, permettrait la victoire de la droite en 2007. La gauche sentant le danger n'est pas en reste ; on a donc vu André Gerin, dirigeant du PC, tutoyer Sarkozy et l'approuver, tandis qu'Emmanuel Val du PS d'en rajouter sur le rétablissement de l'ordre et du couvre-feu, tout en saupoudrant sa vindicte de mesures sociales.

On se souviendra de cette gauche, incluant la LCR, votant Chirac pour barrer la route à Le Pen : votera-t-elle Chirac contre Sarkozy ou Sarkozy contre Le Pen ? Cette tactique politicienne, ces calculs électoraux, délitent l'unité et la riposte des opprimés. **Ce vote anti-front national a permis un redoublement des mesures antisociales, une utilisation massive des forces répressives contre les grévistes, les gens des banlieues, les lycéens et étudiants,**

l'application de lois liberticides... La niaiserie, les arrière-pensées, le défaut d'analyse, la débilité congénitale de certaines organisations contribueront-ils à un nouveau naufrage du vote antifasciste ?

Observons les choses : il n'est pas exclu que la production de masse fordiste (assurant une croissance forte, une consommation soutenue élevant l'équipement de biens matériels de tous, faisant fonctionner la production sociale et par là la paix civile) est peut-être terminée. Structurellement, sous l'effet de la mondialisation et des problèmes écologiques, voire énergétiques, le capitalisme fordiste peut muer et ce post-fordisme n'est peut-être pas le paradis rêvé de certains. Une partie de la bourgeoisie théorise qu'il sera impossible de maintenir un tel niveau de production, que certains auront un haut niveau de consommation, tandis que la paupérisation touchera une grande partie de la population et les couches moyennes seront affectées par cet appauvrissement. **Face aux désordres consécutifs à cela, une seule réponse : la répression, pour maintenir l'ordre néo-capitaliste.**

Une question hante les esprits un peu critiques : pourquoi quand l'arsenal répressif est largement suffisant et efficace pour ce type de manifestations, on décrète couvre-feu et état d'urgence ? Pourquoi un tel délire, qui même en 68 ne fût utilisé ? Bien sûr, il y a le calcul politicien d'un Rastignac, d'un démagogue, d'un prêt à tout pour être élu. Mais j'oserai une autre hypothèse : signifier clairement aux futurs mouvements sociaux que le pouvoir sera répressif, en montrant sa force, de façon à acclimater la population à cette donne, pour que celle-ci intègre ce processus de peur. **L'état d'urgence n'est pas un aveu de faiblesse : au contraire.**

Ne laissons pas les propos de l'adversaire formater l'opinion publique ; il nous faut, au niveau discursif, contre-attaquer. Prétendre inadmissible la contestation violente. Quand l'Etat use de celle-ci, n'est-il pas l'aveu qu'en politique la violence est légitime ? Ce principe est érigé en droit des Etats qui ont le monopole légal de la violence, pour faire la guerre, réprimer la contestation, pérenniser des rapports sociaux violents, décréter couvre-feu, état d'urgence, loi martiale (permettant d'éventuelles dictatures). Dès lors, l'opprimé a toute légitimité pour ou ne pas utiliser la violence, l'important étant que l'attaque vise l'opresseur et non son frère de misère. Expliquer qu'il s'agit d'actes d'individus violents, par leur propre nature ou psychologie, est habile car il permet d'évacuer comment ces individualités sont socialement construites : l'exclusion économique, le non-accès aux besoins fondamentaux (logement, santé, nourriture, loisirs, etc...), le cadre de vie désagrée-

ble, une sexualité non-épanouie, une culture délétère, la surpopulation agressive génèrent stress, frustration et violence. Tout cela envahit la personne dans une dynamique souffrance/violence. Par nature biologique, l'homme n'est ni bon ni mauvais, doux ou violent, dominé ou dominateur. Ces comportements sont biologiquement actés mais non-déterminés ; pour preuve : on peut les utiliser en alternance ou en remplacement. Les explications comportementales sont à chercher dans une psychologie existentielle, c'est à dire dans les inter-réactions individuelles et collectives, confrontées au sociétal (désirs, plaisirs, déplaisirs, permis, interdits, exclus, privilégiés, valorisés, méprisés, moi, sur-moi, sens, éthique). L'individu être pensant ne peut être saisi sans son étant au monde : c'est dans ce topique que les troubles prouvent leur explication.

Voyons dans cette problématique l'hypocrisie, la perversité, les injonctions paradoxales du système. On parle égalité, liberté fraternité : nous avons le contraire. On nous veut respectueux, solidaires, civiques, justes, et on incite à être battants, meilleurs, commandeurs, gagners. Ceux qui nous exhortent au respect des lois les bafouent ouvertement. On nous incline à être pacifiques et on vante la puissance, la force, la guerre, la vengeance. On critique la délinquance, mais dirigeants d'entreprises, de l'Etat, de partis, de syndicats, pratiquent évasion fiscale, abus de biens sociaux, détournements de fonds, trafics d'influence, vols. On érige le courage, la loyauté, la franchise, l'honnêteté en principe, et la lâcheté, la trahison, la ruse, la rouerie, la démagogie sont de rigueur. On s'indigne des violences sexuelles ; parallèlement, on autorise le commerce sexuel, la nudité corporelle sexuellement attractive pour vendre, y compris du prétendu artistique. On prétend immoral de profiter de son prochain, mais le corps de beaucoup est une marchandise (la force de travail), qui, grâce au salariat, permet la richesse d'une minorité. On conseille de rester à sa place, se contenter de ce que l'on a, de rester modeste, que la condition d'humble n'est point méprisable, et, conjointement, on te qualifie de « pauvre type », « raté », « fauché », « minable », etc. **On nous tolère citoyens et démocrates : c'est qu'il faut voter ; en réalité, on se fout du citoyen, tandis que la démocratie n'exprime pas ce que veut le peuple.**

Comment s'étonner que certains pêtent les plombs et partent en vrille, que d'autres, prenant le système à ses propres règles mais n'ayant le capital suffisant, tentent illégalement d'avoir de l'argent ? Quelques-uns, observant nos dirigeants, déduisent que tout est permis, mais surtout qu'il ne faut pas se faire prendre. Une autre fraction cassée, sans espoir, sans révolte, se soumet à son sort. Une autre partie croit qu'en se taisant, en obéissant aux ordres, en

singeant les dominants, apprenant bien ses leçons et devoirs, pourra avoir sa petite part du gâteau. Restent les révoltés, les indignés, les contestataires, les subversifs : ceux-là sont l'espoir. Braves gens, si les jeunes ne vous plaisent pas, n'oubliez pas qu'ils sont vos enfants et ceux de ce système où les riches le sont de plus en plus, les pauvres de plus en plus et nombreux. Le désespoir gagne du terrain : le taux de suicide, notamment des jeunes, croît ; l'usage des médicaments face aux troubles psychologiques augmente ; les violences de toutes sortes (urbaines, au travail, privées) sont légions. L'exclusion, le chômage, la précarité, les mauvaises conditions de travail : c'est l'état du salariat. La pauvreté intellectuelle, l'effet d'une école mise au service du capitalisme et non de l'intérêt commun.

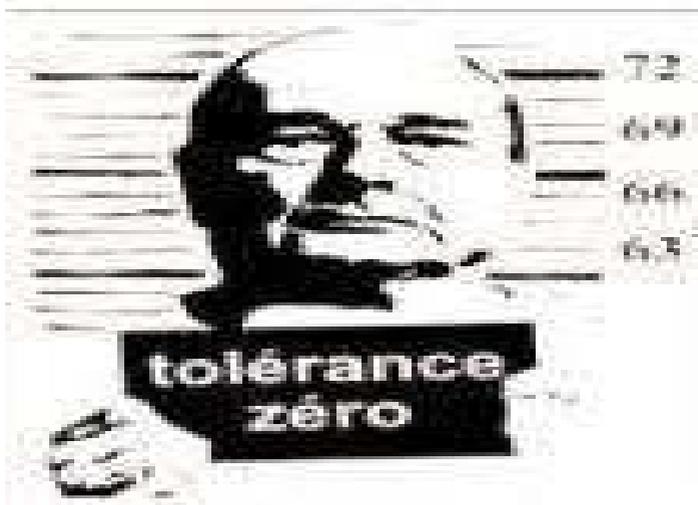
Arrêtez de frémir sur les 20 millions d'euros de dégâts dans les banlieues. Pensez aux milliards que coûtent toute cette gendarmerie, les indemnités des élus de toutes sortes, les dépenses somptuaires des dirigeants, l'évasion fiscale, les délocalisations, les guerres, les projets inutiles et inefficaces, les bénéfices des entreprises, les revenus des riches, etc.

Pour exiger un comportement adéquat des individus, le système se doit d'être légitime ; il ne l'est pas, ne l'ayant jamais été. Alors se posent les vraies questions. Faut-il continuer avec l'idéologie bourgeoise, l'économie capitaliste, l'organisation politique actuelle ? Notre monde court-il à sa perte ? Voulons-nous continuer le chacun pour soi, les rapports d'exploitation et d'oppression comme norme sociale ? Devons-nous accepter les démarches uniquement électoralistes de certaines organisations se prétendant révolutionnaires pour lesquelles la grève générale n'est jamais d'actualité ? Voulons-nous la concorde, l'harmonie, le respect de l'autre, une société pacifique, instruite et démocratique, égalitaire, capable de satisfaire les besoins économiques de tous ? Cela implique un autre système social, où les services publics le sont réellement et gratuits, où l'accès garanti aux biens matériels rendrait caduque l'usage du vol, où chacun aurait sa juste part de travail et de son prix, où l'école aurait mission de concourir à une connaissance générale (et non suivant l'utilitarisme actuel). Imaginons une société où l'équité serait la règle : la légitimité pour réclamer la norme serait plus aisée. Plutôt que vous morfondre et décrier, interrogez-vous. Qui sont ces anarcho-syndicalistes, avec leur communisme libertaire, leur fédéralisme, leur égalitarisme, leur démocratie directe, leur rejet de l'Etat, leur refus des rapports d'exploitation et d'oppression ? Est-il possible que cette idéologie constitue un système social, qu'une économie planifiée démocratiquement soit plus profitable que le capitalisme ? Ont-ils raison de vouloir que les gens se par-

lent, se solidarisent, empêchant les licenciements, les radiations de chômeurs, les expulsions, que les gens autoréduisent leurs charges locatives, refusent de payer les transports publics, etc. ?

Si vous pensez tout le contraire, que Sarko ou la gauche vous sauveront en 2007, craignez demain d'être appauvris, exclus, chômeurs, avec en prime le fascisme.

Jean Picard CNT-AIT Caen



TROP CONSCIENTS POUR SE RÉVOLTER

La révolte qui a suivi la mort des deux jeunes de Clichy était propice à remettre en question toute la politique actuelle. Or, cela n'a pas été le cas, au contraire. Avec la proclamation de l'état d'urgence, un pas de plus a été franchi. L'absence de solidarité de la part de mouvements politiques qui se disent révolutionnaires ou libertaires est en partie responsable de ce résultat néfaste. Pour tenter de justifier cette absence de solidarité envers la population des banlieues, deux prétextes ont été martelés du début à la fin : "l'absence de conscience politique" et la "violence" des manifestants. Constatons tout d'abord que, dans la bouche de "révolutionnaires", ces deux prétextes sont d'autant plus malvenus qu'ils renforcent la thèse du pouvoir, un pouvoir qui présente systématiquement l'action de ces populations sous l'éclairage de la "délinquance", en faisant semblant d'oublier qu'il s'agit d'une réaction à l'extrême violence sociétale qu'elles subissent.

Constatons également que ce qui a été posé en banlieue, ce sont bel et bien des actes politiques. Les militants "conscients" et "responsables", en niant le sens de ces actes, en les disqualifiant par un discours calqué sur celui du pouvoir, ont contribué à l'isolement humain et moral des révoltés et finalement à notre défaite à tous. Un tel comportement n'est pas prêt d'être oublié par la fraction du prolétariat qu'ils ont aussi lamentablement abandonnée.

ARLETTE, LES VOYOUS ET LES TRAFIQUANTS

De la même façon que sous une dictature certains se déclarent trop intelligents pour penser, affichant ainsi une spirituelle lâcheté, les militants officiels d'extrême gauche se sont déclarés trop conscients pour se révolter. Commode. Trop commode. Sur ce sujet Lutte Ouvrière a été la plus clairement fidèle à une certaine tradition marxiste qui repose sur une hiérarchisation de la population : il y aurait, tout au-dessus du panier ceux qui ont bien compris Marx (en l'occurrence, les militants de Lutte Ouvrière, qu'ils soient issus de la haute bourgeoisie ou du monde ouvrier), un peu en dessous l'élite ouvrière (qui n'a pas tout à fait bien compris Marx mais qui est désignée par celui-ci comme le principal acteur de la révolution à venir) et tout à fait en bas, le monde ouvrier le plus pauvre. Les premiers prétendent diriger les seconds et abominent les troisièmes, qu'ils nomment lumpenprolétariat, c'est à dire sous-prolétariat (en insistant bien sur le sens péjoratif de "sous"). Ils en-

globent dans sous ce dernier terme l'ensemble des individus réfractaires à leur interprétation de la conscience politique. Avec cette conception de la vie, on peut écrire sans sourciller, comme le fait Arlette Laguiller, dans l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 4 novembre 2005 : "C'est pourquoi lorsque les jeunes s'en prennent aux pompiers en tant que représentants de l'autorité, cela ne montre pas une bien grande conscience (...) La violence au quotidien dans ces quartiers est peut être le fait de voyous ou de trafiquants." La semaine suivante Arlette récidive : pour elle les violences témoignent parmi les "jeunes" d'une "absence de conscience sociale et de solidarité", alors que c'est de tout l'inverse qu'il s'agit : c'est bien en solidarité avec deux jeunes poussés par la pression policière à se réfugier dans un transformateur -et à y mourir- que les quartiers se sont embrasés, et, s'il y a une partie de la population qui comprend d'emblée ce qu'est l'antagonisme des puissants et des opprimés, c'est bien dans les banlieues qu'elle se trouve. Les propos des militants d'extrême gauche sont tellement influencés par les médias qui, pour servir les stratégies sarkosiennes, ont savamment mis en scène les "violences", que c'est à se demander s'ils ont une autre source d'information que le journal de TF1 !

IL FAUT SAUVER LA VOITURE DU SOLDAT KRIVINE

Pourtant, tous ces militants n'habitent pas dans le très chic XVIème (à Paris), le tout aussi chic quartier Ozenne (à Toulouse) ou la très mondaine place Stanislas (à Nancy). Alain Krivine, le leader historique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), habite par exemple à Saint-Denis. Tout près d'une zone chaude. Grâce au contact privilégié avec le peuple que lui permet cette localisation, Alain a participé aux événements ... en défendant, contre les "casseurs", sa voiture et sa copropriété ! Laissons s'exprimer ce grand héros trotskiste. Certes, il reconnaît là une "explosion de l'exclusion" mais il est plus prolix dans le magazine Marianne du 12 novembre 2005 lorsqu'il "reprend le récit de ces nuits folles où à soixante, ils font des rondes jusqu'à deux heures du matin pour éviter que la détresse n'attaque leurs murs. Cela crée des liens. Les réseaux de solidarité se sont renforcés, positive le leader trotskiste (...) Pourquoi ne pas embrigader les émeutiers pour la révolution ? Aucune organisation politique ne peut être comprise de ces jeunes réplique-t- il" et quand le journaliste lui indique que, lui, il va aller parler aux jeunes, Alain lui répond "presque inquiet 'vous verrez, c'est tout noir'."

La LCR a toujours été pragmatique. Lorsque l'émeute vient lécher les parkings et les murs des immeubles un peu plus cossus que ceux du reste de

la zone, il s'agit d'abord pour elle de défendre la propriété. Des pratiques qui ne sont pas loin d'être celles d'une milice de petits propriétaires deviennent, dans la bouche d'Alain Krivine des "liens de solidarité" qui se renforcent. Pour peu, il nous ferait croire qu'un soviet était en création dans sa copropriété ! Quant à la conscience politique de la LCR, après quelques tergiversations, elle semble surtout avoir eu pour objectif de sauver la voiture d'Alain. En effet, si le 31 octobre un premier communiqué de la LCR dénonce la politique sécuritaire du pouvoir, dès le 3 novembre le ton change et cette même LCR s'aligne sur la position du Parti communiste (PC), lequel à corps et à cris, réclame le retour à l'ordre et la punition des émeutiers. Ainsi, peut-on lire dans le communiqué de la LCR daté du 3 novembre 2005 que "la vague de révolte et de violences suscite une inquiétude profonde parmi la population", ce qui permet à toute la gauche officielle, Parti communiste en tête, d'enclencher le discours selon lequel, pour retrouver la quiétude, "rétablir l'ordre est une urgence extrême", sans oublier de préciser que "Les responsables des violences et des dégradations doivent être sanctionnés" (Communiqué du Parti communiste français du 03/11/2005). Ceux qui, jour après jour, dégradent sciemment nos conditions de vie avec une violence à peine voilée peuvent dormir tranquille. C'est sur les opprimés que la gauche et l'extrême gauche appellent les "sanctions", pas sur leurs oppresseurs.

DES LIBERTAIRES : SILENCIEUX D'ABORD, INCOHERENTS ENSUITE

Chez ceux des libertaires qui prônent la "visibilité médiatique"*1, les réactions ont été encore plus tardives. A croire que cette "visibilité", dont ils font un axe essentiel de leur stratégie, n'est destinée qu'à leur permettre d'ajouter une signature sur les tracts des partis politiques ou à suivre les manifs plan-plan des syndicats. Quand l'ambiance se teinte de révolte, ce n'est plus à de la visibilité que nous assistons, ce n'est même pas à une humble discrétion, c'est carrément à une disparition corps et biens. Le silence initial des "libertaires visibles" est d'autant plus assourdissant que c'est à Paris que les événements ont débuté dès le 27 octobre 2005 et que c'est dans cette même ville que se trouve -de fait même quand la forme affichée est autre- la "tête" de ces organisations là.

Or, ce n'est qu'autour du 07 novembre 2005, plus de dix jours après le début des événements que les premiers -et bien piteux- communiqués de presse ont été rédigés. La lecture de ces écrits démontre surtout, s'il restait un

doute, que le mouvement libertaire français a intégré le discours dominant sur la violence. Les communiqués d'Alternative libertaire (AL), de la Fédération anarchiste (FA), vont "regretter" la violence des manifestants. Le ton est lamentable et ne sort pas de la litanie médiatique : "Oui, il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures, frapper au hasard ne fait que du tort." (Premier communiqué de la Fédération anarchiste, 08 novembre 2005).

Remarquons au passage que cette focalisation de toute la gauche et de l'extrême gauche sur les voitures brûlées est curieuse à de nombreux titres. Ne serait-ce que parce que ces milieux revendiquent souvent ... l'abandon de la voiture au profit des transports en commun ou du vélo.

Remarquons également que, sans amener aucune piste concrète, ces organisations semblent découvrir que l'expression de la révolte est toujours un mouvement contradictoire dans lequel le révolté met en jeu ses intérêts présents dans l'espoir d'un avenir meilleur. Alors oui, la révolte, surtout si elle est matée et contenue, s'effectue au détriment de ceux qui la font. C'est là un risque qu'apparemment les "anarchistes" français de la FA et AL ne sont pas prêts de courir.

Il aura également fallu beaucoup attendre pour savoir ce que pensait de la situation la CNT-Vignoles. Ensuite, les prises de position se sont multipliées. Mais, la seule conclusion que l'on puisse tirer de leur lecture, est l'in-vraisemblable incohérence de cette organisation. Ainsi, le titre du communiqué de "l'Union régionale de la région parisienne" est éclatant de radicalité : "Nous sommes tous de la racaille" Proclame-t-il. Quel dommage qu'il ait fallu attendre le 11 novembre 2005 pour lire une affirmation aussi fière et aussi ... décalée. Car, ce communiqué paraît quant, en région parisienne, le mouvement a pratiquement disparu. Et où est la cohérence avec le premier communiqué des Vignoles, bien moins fier, daté du 6 novembre 2005 : "Les enseignants de la CNT ne prônent pas bien sûr les incendies de voitures ni de bâtiments publics, mais ils ne prônent pas non plus la résignation". Ou, bien pire, avec l'éditorial du site web de l'Union régionale CNT-Vignoles d'Aquitaine (qui détient, c'est symbolique, le bureau national de cette organisation). Ce communiqué critique ouvertement les irresponsables ("la CNT regrette les comportements irresponsables d'une fraction de la jeunesse sacrifiée") avant de conclure, d'un peu compréhensible (vu le contenu de tout le texte) "Où est la vraie racaille ?" Bref, la confusion règne. Aux Vignoles, les uns dénoncent les "comportements irresponsables" et se demandent où est "la racaille" pendant que leurs camarades leur répondent, certes avec un prudent retard : "C'est nous". Et il faut attendre le 13 novembre pour que, dans ces groupes qui se réclament du "syndicalisme révolutionnaire", on se rap-

pelle qu'en cas de révolte, le minimum de l'action syndicaliste, c'est d'appeler à la grève en solidarité. Le mot de "grève" est finalement lâché le 13 novembre. Oui, mais le 13 novembre, tout était fini.

PENDANT LA REVOLTE, LE SPECTACLE CONTINUE

Des analyses aussi indigentes ne pouvaient que conduire à des actions tout aussi minables. La première manifestation parisienne a eu lieu le 09 novembre 2005. C'était bien tard : cela faisait une quinzaine de jours que la répression s'abattait sur les populations des quartiers de la région parisienne. Contre l'état d'urgence (dont ils ont justifié d'avance la proclamation par leur "inquiétude" et leurs appels à la répression) le PC, les Verts, la LCR et une multitude d'organisations rassemblent à grand peine 300 personnes à Bobigny. Les organisations libertaires parisiennes quant à elles sont encore terrées. Rien n'est proposé, elles se contentent d'envoyer des communiqués aux médias. Le point d'orgue de ce monstrueux décalage se produit le 12 novembre, quand la machine répressive bat son plein. Il y a ce moment là en France près de 3 000 personnes, qui, après les avanies des gardes à vues, des coups et des insultes dans les commissariats, des perquisitions à leur domicile à coup de fusil à pompe pour faire sauter la serrure, sont préventivement en taule et défilent en comparution immédiate devant la justice. Il y a à ce moment là des jeunes qui ont été gravement blessés au visage ou qui ont perdu un membre. Et il y a ce jour-là un concert de solidarité. Il est organisé par la CNT Vignoles, justement dans son local rue des Vignoles à Paris, en solidarité avec ... la CNT Vignoles. Vous avez bien lu : le 12 novembre, la solidarité des Vignoles va au syndicat de la communication des Vignoles, pas aux "racailles".

Trotskistes, "anars", "syndicalistes révolutionnaires", ... ont sur le fond (avec de très faibles nuances) un discours commun, réglé sur le discours du pouvoir. La mise en oeuvre d'une mécanique unitaire réformiste et récupérateur, de plus en plus large, va, de se fait, se mettre en place tout "naturellement".

Le 13 novembre, la FA, le Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) et compagnie signent un appel selon lequel "L'action des forces de l'ordre (...) ne saurait être la seule réponse". Ce qui est reconnaître que l'action des forces de répression est une des réponses socialement utiles. C'est tout simplement consternant, venant d'"anarchistes", qui ne s'arrêteront pas en aussi bon chemin. FA, CNT Vignoles, LO finiront par signer un appel commun à manifester contre l'état d'urgence le 16 novembre, devant le sénat, avec le PC

et le MJS (et cela bien que le Parti socialiste -dont le MJS fait partie- ait été tout à fait favorable au départ à cet état d'urgence).

Mais ni les uns ni les autres n'en sont plus à une contradiction près, même s'ils dégoûtent toute la population. C'est d'ailleurs pourquoi, l'appel pour la manif du 16, signé par presque toute la gauche, toute l'extrême gauche et cette partie du mouvement libertaire atteint de "visibilité chronique" (représenté par la FA et la CNT Vignoles) réunit à grand peine 2 000 personnes à Paris (dont fort peu de banlieusards). Cet échec cuisant est la démonstration qu'il n'y a plus grand monde pour être dupe : on ne peut d'un côté appeler de ses vœux une politique répressive en demandant à ce que "l'ordre soit rétabli" (PC) contre des individus désignés comme "inconscients" (LO) ou "irresponsables" (CNT Vignoles), et d'autre part appeler à manifester contre l'état d'urgence lequel n'est que la conséquence politique du discours tenu par les organisations signataires de l'appel du 16 novembre.

Cette bouffonnerie d'organisations qui se réclament du mouvement libertaire ou "syndicaliste révolutionnaire" est de nature à déconsidérer les idées qu'elles prétendent représenter aux yeux de tous les révoltés. Or, le développement et la concrétisation des idées libertaires est pour nous quelque chose d'essentiel (c'est bien entendu ce qui nous oblige à commenter l'attitude des organisations qui s'en réclament). Les événements de la Toussaint en France doivent amener tout militant à s'interroger et à faire des choix stratégiques. Quelle crédibilité peut-on accorder à des organisations qui non seulement n'ont rien apporté au débat mais qui, de plus, ont enfoncé les portes ouvertes par Sarkozy ? à des organisations qui exploitent une imagerie violente et qui sont largement absentes quand, justement, la violence qu'elles glorifient sur les "produits dérivés" qu'elles vendent*2 devient, un tout petit peu, réalité ?

Cette révolte était-elle ou non légitime ? Pour nous, à la CNT-AIT, c'était la seule question à se poser. Si oui, il fallait en assumer clairement les contradictions, et avoir le courage politique d'en payer éventuellement les conséquences. C'est ce que nous avons fait. Cela, parce que nous sommes persuadés que la place des militants révolutionnaires est avec les révoltés, lorsque cette révolte est légitime, et parce que ce n'est que de cette place que nous pourrons, avec eux, dépasser les contradictions inhérentes à toute révolte et passer de la révolte à la révolution.

Des militants CNT-AIT

QUI SEME LA MISERE, RECOLTE LA COLERE

Oui la vie dans les cités c'est la violence au quotidien :

La violence de se voir refuser tout emploi alors qu'on a tous les diplômes nécessaires mais pas le bon profil ;

La violence de devoir enchaîner mission d'intérim sur petits boulots, travail d'esclave payé des miettes ;

La violence d'être déjà en échec scolaire avant même d'avoir commencé ses études ;

La violence de s'entasser dans des taudis parce qu'il n'y a pas de logements ;

La violence d'une société où les femmes sont réduites à la putain porno ou à la maman cloîtrée ;

La violence des brimades policières quotidiennes ;

La violence d'une société hypocrite qui ne laisse le choix qu'entre le communautarisme et la schizophrénie

Ce ne sont pas les "jeunes" qui sont violents, mais c'est cette société. Les médias, les hommes politiques, les acteurs sociaux nous disent qu'il faut leur redonner des repères. Mais lesquels ? Ceux de la loi du fric, de la compétition (et donc de l'exclusion), bref de la loi du plus fort ?

Ces jeunes, ce sont nos voisins, nos enfants, nos soeurs et frères. Ils ont raison de se révolter, de refuser de continuer à encaisser sans rien dire. Certes on peut toujours discuter des méthodes, mais il ne faut pas non plus oublier les manipulations et les provocations policières !

La révolte, c'est ce qui reste à ceux qui n'ont rien. C'est la dignité de celles et ceux qui refusent la résignation !

Mais pour ne pas rester sans lendemain, une fois la pression retombée, cette révolte doit s'organiser, se structurer. Devenir d'abord Résistance, car aujourd'hui l'ennemi est fort et puissant, puis mûrir et se transformer en Révolution. Car seul un changement radical de société pourra enfin en finir avec les injustices causes de nos problèmes actuels.

LA VIOLENCE C'EST L'ETAT ET LE CAPITALISME

CNT-AIT Paris Nord

LA QUETE DU GRAAL PROLETARIEN ?

Pendant et suite aux violentes émeutes durant lesquelles des jeunes des cités ont affronté les forces de police, les révolutionnaires, ainsi que ceux qui se considèrent comme tels, ne savaient pas trop comment analyser la situation d'un point de vue politique. Différents discours s'entrechoquaient, parfois se contredisaient. Les comportements, même, différaient, selon les organisations, autant qu'en leur sein.

Entre autres, il a été question de récupération de ce mouvement d'émeutes, du recadrage de ces jeunes... Cette façon de faire et de voir laisse sceptique certains d'entre nous. Pour que ces émeutes aient un caractère politique, l'union massive des vieux et des moins vieux, puisque ces émeutes font ressortir cette contradiction, à cette rébellion est plus que souhaitable. La seule façon de donner un sens à leur révolte est le partage des idées, des expériences de lutte de chacun, afin que, de révoltés, ils passent à révolutionnaires. Sur la liste de discussion et d'information Infozone, on a pu lire des textes qui prêtaient à sourire, du genre : "allons voir ces jeunes pour les recadrer, pour leur apporter la théorie révolutionnaire"... Ces citations sont sans doute des paraphrases, toutefois elles sont on ne peut plus proches du réel contenu des discours développés. Bien, bien ! Faisons de la propagande ! Or, là, les jeunes n'ont pas attendu les révolutionnaires pour passer à l'action. D'ailleurs, les révolutionnaires savaient-ils ce qui allait se passer ? Les révolutionnaires, avec les outils dont ils disposent, ne pouvaient-ils pas prédire ces événements ? Sans doute que les conditions objectives à une situation révolutionnaire n'étaient pas réunies. Hélas, les visions mécanistes de nombreuses organisations les ont aveuglé à un tel point qu'ils sont à des milliers de lieues de la réalité. Et il ne s'agit pas que des organisations. Des individus aussi...

En ce qui concerne ces jeunes, qu'en ont-ils pensé et, surtout, que vont-ils penser, ensuite, de ces événements dont ils ont été souvent les acteurs, parfois les spectateurs ? A coup sûr, ils vont mesurer l'ampleur de leur acte et réfléchir à cette expérience de lutte. Certes, dans l'immédiat, ils ne vont pas forcément tomber sur les conclusions que l'on attendrait de la part de révolutionnaires, bien qu'ils n'en soient pas loin. Par ailleurs, il est compréhensible que les révolutionnaires veuillent s'appropriier, d'une certaine manière, cette expérience. Ainsi ils pourraient donner une explication claire et compréhensible de la situation à ces jeunes. De la même manière, ils découvriraient

aussi cette situation, en en tirant les leçons adaptées. Ils se rendraient compte de leur incapacité à analyser clairement les situations telles qu'elles se déroulent sous leurs yeux. Au lieu de cela, la prose sur Infozone nous offre un spectacle navrant d'affamés bavant devant un croûton de pain. Et je passe sur les rassasiés qui repoussent ce quignon avec mépris, en crachant un discours sécuritaire, teinté de pseudo-progressisme...

Il n'empêche : ces révolutionnaires auraient dû – et pu – penser que la cité, avant ces événements, était un lieu de propagande pertinent, pour ne pas dire idéal (terme qui fait un peu opportuniste, dans ce contexte). Au lieu des habituels marchés, lycées, collèges, universités... Certaines organisations révolutionnaires, ou qui se disent comme telles, ont du mal à situer le prolétaire, l'ouvrier. – Mais où est-il ?... La réponse n'est pas simple, parfois, car le prolétariat n'est pas une classe homogène. Le bon sens voudrait, quand même, que l'on réponde par cette phrase : « Là où la misère le submerge ! » Il suffit de trouver ce ou ces lieux. La plupart de ces organisations sait déjà que l'usine en est.

Mais encore ? Les cités, bien sûr ; la réponse est donnée plus haut. Les capitalistes ont eu l'idée à la fois infâme pour les habitants et heureuse pour les militants de loger les prolétaires dans des immeubles HLM. Hélas, beaucoup d'organisations n'ont pas encore compris que les prolétaires n'ont pas seulement besoin de résister sur leur lieu de travail, mais aussi sur leur lieu de résidence, où ils subissent les assauts constants sinon réguliers des forces de l'ordre. C'est cette donnée qui a échappé à nos camarades révolutionnaires ou pseudo révolutionnaires : la lutte des classes se situe aussi sur le terrain des cités dortoirs.

Alors ? Quel comportement adopter ? Même si les événements semblent bel et bien terminés, quelles actions mener ? Est-il toujours temps d'agir ? Eh bien, oui, il faut faire de la propagande. Mais de la propagande intelligente et intelligemment ! Il fallait réfléchir aux lieux sensibles à ce discours au préalable. On a presque le sentiment que les militants découvrent la cité dortoir... On a parfois l'impression de se trouver face à des amateurs qui ne font qu'improviser, sans réfléchir au lieu propice pour ce genre d'activité. Certes, il faut avoir une certaine orientation idéologique, politique... Or elle ne sert à rien si l'on cible mal le public que l'on cherche à toucher, si l'on va diffuser des tracts à la sortie des lycées bourgeois comme le font LO ou la LCR, au lieu de les diffuser à la sortie des lycées professionnels, des immeubles HLM, des usines, etc.

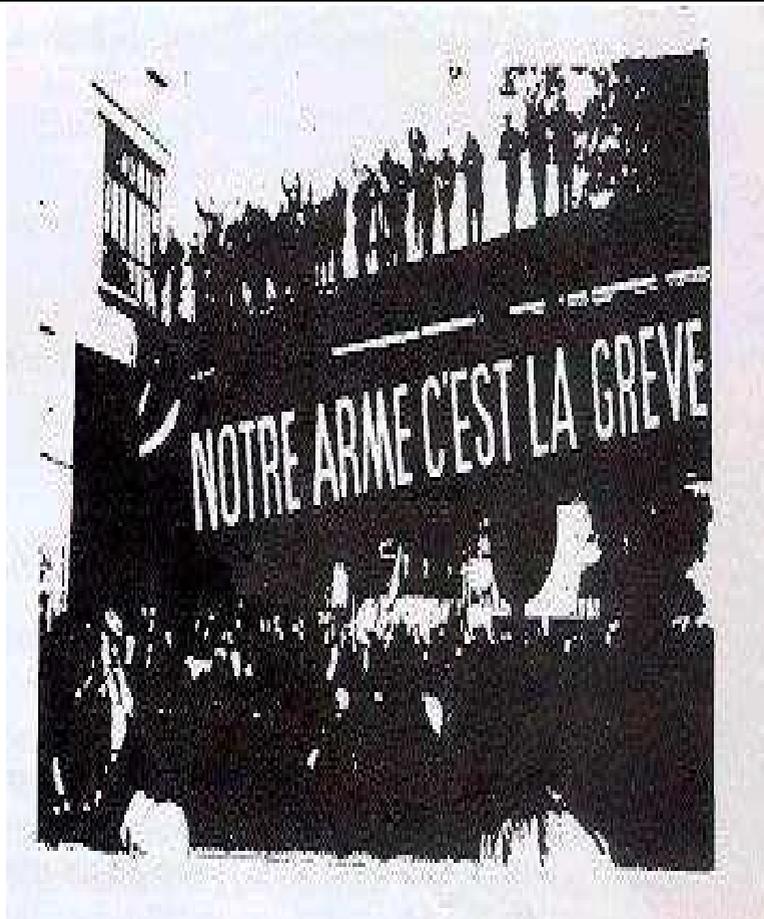
Ces réflexions nous amènent à un point. Inutile de se voiler la face, c'est évident : les organisations révolutionnaires, ou qui se disent révolutionnaires, traversent une crise : une crise d'identité et une crise politique. Elles ne savent plus où se trouve le nord. La plupart se rattachent à de vieux discours dogmatiques pour se dire qu'elles ne sont pas perdues, mais dès que surviennent des événements d'une certaine ampleur, elles ne savent plus où donner de la tête. Elles ne savent presque plus à qui s'adresser, non plus, car les jeunes et les moins jeunes restent méfiants à tout discours politique.

Puis le prolétaire devient de plus en plus une classe sociale non identifiée. Des valeurs communes, telles que la solidarité, l'entraide... sont quasiment perdues dans le passé des anciennes luttes. Mais aussi, les prolétaires, en tant qu'ils n'ont pas forcément les mêmes activités, ne s'identifient presque plus les uns aux autres, divisés par les capitalistes en fonction des communautés dont ils sont issus : religieuses, ethniques, corporatives, etc. Les organisations subissent autant qu'elles créent toutes ces contradictions. Certaines jouent le jeu de la classe sociale dominante, s'enfonçant dans le gouffre de la collaboration de classe, perdant ainsi tout crédit face à une classe prolétarienne toujours plus déboussolée et de plus en plus poussée vers une attitude individualiste.

Comme le dit la chanson, "du passé faisons table rase". Faisons table rase de tous les vieux dogmes qui nous encombrant l'esprit. Positionnons sur des bases nouvelles et claires pour les prolétaires, dans la continuité de ses luttes contre la bourgeoisie. Épurons nos théories pour tirer de vraies leçons des expériences, pour que leur interprétation soit cohérente et non dans l'alignement d'un cadre théorique fermé et dogmatique, comme le font beaucoup d'organisations qui collent les événements historiques à des programmes de transition, à des théories de la décadence sans queue ni tête, à des bibles socialistes...

Il est temps que les prolétaires se réapproprient leur passé, leur présent et leur avenir. Pour ce faire, nous n'avons qu'à dénoncer le comportement opportuniste des organisations qui recrutent leurs militants, voire leurs électeurs, sur une base clientéliste. Nous n'avons qu'à être honnête avec nous-mêmes, avec la classe sociale dont nous représentons les intérêts.

Goldfax CNT-AIT Rouen



UNE SEMAINE DE LUTTE À TOULOUSE

Avant même qu'il ne se passe quoi que ce soit dans l'agglomération, d'importantes forces de répression ont convergé vers Toulouse le vendredi 4 novembre. Dès lors, la police "met la pression" sur le grand Mirail, comme elle l'avait fait voici quelques mois*1. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, des incidents éclatent immédiatement. Au sein de la CNT-AIT, la discussion entre les militants appelés à une assemblée générale n'a pas besoin d'être longue. Une position unanime émerge et un premier tract est rédigé collectivement dans la foulée. Après avoir rappelé le sens de la crise, dénon-

cé les mensonges des politiciens et des médias, il se conclut par "Il est grand temps de nous attaquer aux véritables causes de la violence que nous subissons. Partout, il est temps d'élargir solidairement la lutte. Organisons, là où c'est possible, des rencontres, des manifestations, des grèves contre la violence de l'Etat et du capital". Le ton est donné : solidarité avec la lutte, dénonciation du rôle criminel de l'État et du capital, appel à manifester et à faire grève, ce sera du début à la fin notre position.

Dimanche 06/11/2005 - Des habitants dans la rue

En ville : distribution de 1 000 tracts sur les marchés (Saint-Sernin, Saint-Aubin). A la Reynerie, bonne surprise en soirée : quelques dizaines de parents sont spontanément descendus dans la rue pour protéger les gosses face aux 300 CRS armés jusqu'aux dents. Nous (les militants CNT-AIT du quartier) nous joignons immédiatement à eux, d'autant que nous ne sommes pas des inconnus pour plusieurs d'entre les présents et que les choses sont plutôt claires. Certes, le groupe informel qui se constitue ainsi est très hétérogène (pour être exact, précisons que tous les soirs des militants du PC, parfois quelques chevémentistes et quelques intégristes musulmans ainsi que des militants catholiques s'y joindront). Malgré tout, ici, on comprend la révolte des jeunes et on le dit : "Ce sont nos enfants" rappelle un voisin. Et, si tout le monde aspire à une vie paisible, personne n'est dupe du discours médiatique : on sait trop d'où vient la violence. Quand les vanes de la dénonciation s'ouvrent, ce n'est pas contre les "racailles", c'est contre le chômage, les violences policières, la misère, la ségrégation scolaire, les loyers, la gestion des HLM, le prix des aliments et celui de l'eau, ... la liste est longue ! Certes, l'incendie de l'école troublera quelques participants de ce groupe informel. Mais, même à leurs frais, certains restent solidaires. Comme ce jeune ouvrier d'entretien, dont la voiture a été une des premières à flamber, et qui tout en se demandant comment il irait au travail le lendemain, est venue se joindre à nous "parce que je suis comme eux". D'ailleurs, ce groupe n'est pas coupé des plus jeunes. Certains, à plusieurs reprises, viendront, dans la semaine, discuter avec nous. Ce ne sont pas les arguments qui leur manquent, ni le raisonnement ! Contrairement à l'image négative que les médias et les pseudo-intellectuels à la solde du pouvoir s'ingénient à donner, le niveau de réflexion, la conscience politique sont sûrement plus élevés chez ces jeunes que chez des millions de spectateurs de la Star Ac' et autres niaiseries télévisuelles de masse. Dans la soirée, des affrontements ont lieu rue de Kiev suite au tabassage d'un jeune dont le seul crime avait été de conduire son scooter

sans casque ! La nuit, un hélicoptère armé d'un puissant projecteur ne cesse de tourner au-dessus du quartier traquant les révoltés ... Il passe au ras des immeubles, dont les vitres tremblent. On ne peut pas dormir. Les enfants ont peur.

Lundi 7/11/2005 - Action antisolidaire des syndicats de chauffeurs

En ville : 4 000 tracts CNT-AIT sont distribués pour appeler à manifester et à faire grève. Ces tracts sont bien reçus. Une vingtaine de compagnons qui distribuaient vers 21 heures ont été pris pour "des bandes de jeunes circulant au centre ville" par des journalistes (FR3 édition 23 heures). A la Reynerie : En fin d'après-midi, un bus flambe. Les CRS lancent des grenades sur tout ce qui bouge. En voulant éloigner une grenade tombée tout près d'un groupe d'enfants, un jeune homme perd la main droite. Pendant ce temps, comme ils l'avaient fait à la suite du meurtre du jeune Habib par un policier*2, les chauffeurs décident d'exercer immédiatement leur "droit de retrait" occasionnant une pagaille brutale jusqu'au lendemain (toute la journée), dans toute la ville. Par cet acte anti-solidaire, les tramainots, totalement soutenus par l'ensemble des syndicats (dont SUD) criminalisent encore plus les jeunes de la Reynerie en les faisant passer aux yeux des autres habitants pour responsables de la paralysie de la ville. Pour couronner le tout, le métro est coupé. En soirée, le groupe informel s'interpose, en haut de la rue de Kiev, devant les forces de répression pour éviter toute nouvelle exaction. On évoque la possibilité d'organiser une manifestation en ville.

Mardi 08/11/2005 - La venue de Sarkozy remet le feu aux poudres.

Les Jeunes libertaires et la CNT-AIT distribuent des tracts à la fac du Mirail (située à moins de 500 mètres de l'épicentre des événements) et dans plusieurs lycées... Des militants assurent une première présence au tribunal (soutien aux personnes passant en comparution immédiate). Une délégation, issue du Mouvement des femmes du quartier (association de fait, non déclarée, non subventionnée) va à la préfecture. A la Reynerie : vers 18 heures un rassemblement, auquel participent beaucoup de femmes et beaucoup des personnes du groupe informel, s'organise place Abbal. Le discours des habitants va dans la droite ligne de ce qui se disait au comité de soutien aux incarcérés après les émeutes du 20 mars*3. Alors que tout est calme, vers 19 heures, l'annonce de l'arrivée de Sarkozy à Toulouse remet le feu aux poudres. Des affrontements sporadiques mais violents ont lieu entre des jeunes et deux es-

cadrons de gendarmes mobiles. Vers 22 heures, les gardes mobiles font dégager les deux derniers groupes d'adultes qui restent dans la rue (un groupe pour chaque escadron) pour faire place à son Excellence, Mr le Ministre de l'Intérieur et du Désordre Public. Fait nouveau : à partir de cette date, la CNT AIT est moins seule. Un tract, sans signature, est distribué en ville pour appeler à un rassemblement à 22 h au Capitole : 300 manifestants seront présents à ce moment devant la mairie de Toulouse (moitié des militants libertaires et autonomes, moitié des jeunes, dont un de la Reynerie qui a pris la parole au mégaphone). Absence totale des gauchistes et autres politicards.

Mercredi 09/11/ 05 - La démocratie s'arrête aux Arènes.

Reprise des transports en commun. Mais toutes les lignes desservant le Mirail s'arrêtent à 17h, puis les jours suivants à 20h. Comme le fait remarquer ironiquement un compagnon "la démocratie s'arrête aux arènes" (dernière station de métro ouverte sur la ligne). Si on ajoute à cela l'important dispositif policier qui encadre ces quartiers, les rondes continues d'hélicoptères qui n'ont pas cessé depuis dimanche, on peut dire que la population vit un véritable état de siège. Vers 18h, à Reynerie, divers politicards et militants associatifs (SOS racisme, etc.) tentent de prendre contact avec les jeunes. Ceux-ci, pas dupes du double discours de ces militants (qui soutiennent l'état d'urgence), leur demandent poliment mais fermement de partir car "on ne vous voit jamais, sauf quand il y a de l'argent à récupérer". Les politiciens veulent rester là. Pour les faire partir, une voiture est lancée dans une école maternelle (en travaux) puis incendiée. Les CRS lancent des grenades et dispersent les politiciens. Capitole (22 h - 23 h 30) : Un rassemblement sans étiquette regroupe 300 personnes. Un "pont" commence à s'établir peu à peu entre des habitants du centre et des habitants de banlieue. Il est décidé d'être là tous les soirs 22 heures. Pas d'incidents. Un tag fait son apparition sur la façade de la Mairie "Non à l'urgence, non à l'État". Une partie des personnes présentes partent en manifestation de nuit.

Jeudi 10/11/2005 - La pression policière à la baisse

Jour de marché à la Reynerie. Vers 10 heures, la CNT-AIT et les Jeunes libertaires, diffusent massivement leur tract. De rares personnes ne sont pas du tout d'accord, mais de nombreux habitants nous font savoir qu'ils sont contents de se sentir soutenus sans paternalisme ni mépris. A 12 h15, au même endroit, manifestation citoyenniste (LDH, PS, PCF, CGT, etc.) à la-

quelle nous ne participons pas bien entendu. Les habitants du quartier restent comme nous à l'écart et regardent très moqueurs tous ces gens venus à la pêche aux voix et aux sous. En fin d'après-midi, un constat : Manifestement, la police a décidé de faire tomber la pression. Le dispositif policier a été allégé d'un coup, et, au lieu d'avoir le troupeau habituel de "goldoraks" qui nous regarde avec haine, ce sont à peine quelques gardes mobiles, en tenue de ville, qui patrouillent sur la place, presque avenants, semblant chercher le contact avec notre groupe informel, présent comme tous les soirs. Du coup, il n'y a pas d'incident. Vers 21 heures, des jeunes prennent même un ballon et se mette à jouer au foot au milieu des gardes mobiles, qui, après avoir hésité à les dégager, se poussent finalement. En ville à 20 h, la CNT-AIT organise dans son local une réunion publique d'information. La modeste salle est pleine de gens de tous horizons solidaires avec les habitants des cités. Une nouvelle manifestation de nuit à lieu.

Vendredi 11/11/2005 - Soutien aux victimes

La présence policière est encore plus discrète. Des habitants ont pris l'initiative d'organiser une soirée en soutien au jeune qui a perdu la main. Dans la rue, il y a de la musique, des merguez, des sandwiches. L'intégralité de la recette (la matière première a été offerte par les uns et par les autres) est destinée à cette famille. Un bon groupe de jeunes et de moins jeunes y participe.

Samedi 12/11/05 - manif sans les habitants du quartier

Depuis le 10/11/2005, très "unitairement" les politiciens ont tenté de faire croire que les habitants de la Reynerie avaient décidé d'organiser une marche avec eux. Tous les médias, élus et autres permanents ont été mobilisés pour cela. Cette manœuvre avait deux objectifs : récupérer les banlieusards dans le giron des prochaines élections présidentielles et faire pièce à l'action de la CNT AIT qui, avant cela, appelait à un rassemblement pour le samedi 12 sur la place du Capitole. Cette manœuvre a échoué assez lamentablement. Reynerie : A partir de 14 h, à l'appel de ces partis, syndicats et associations, cinq à six cents personnes se retrouvent sur le centre de la place Abbal. Très peu d'habitants du quartier se joignent à eux (tellement peu, que les organisateurs ont été obligés de le reconnaître). Nous (les habitants) sommes concentrés (en particulier beaucoup de gens du groupe informel, sauf les quelques militants politiques qui, bien sûr étaient de l'autre côté) sur le pourtour de la place, avec pas mal de jeunes, sans rien dire. Quand des organisateurs vien-

nent vers nous pour nous inviter à nous joindre à eux, il ne manque rien ! Tour à tour, ils se font rappeler qu'ils ont soutenu l'état d'urgence, été au pouvoir et rien fait, bouffé des subventions, créé les centres de rétention, ... Un monsieur maghrébin d'un certain âge conclut, avec un petit clin d'œil complice à notre égard : "Pas de récupération, ni politique ni religieuse". Ce à quoi tout le monde à applaudit. Au Capitole : à 15 h 30, le rassemblement de la CNT -AIT a eu lieu. Il n'a pas été annoncé dans les médias, puisque nous avons décidé de ne leur envoyer aucun communiqué. En effet, étant donné leur rôle dans la criminalisation de la population des banlieues nous avons trouvé indécent de nous adresser à eux. Malgré cela, au seul appel de la CNT- AIT, près de trois cent personnes se sont réunies face à la mairie, avec, en particulier des mères de famille de la Reynerie et d'autres habitants de tous âges. Discussions très intéressantes. Prises de contact pour mettre en place un soutien aux victimes de la répression.

Conclusion

Il est sûr que ce mouvement n'a pas bénéficié de l'élargissement social qu'il méritait. En particulier, les syndicats, quand ils n'ont pas attaqué les jeunes (comme on l'a vu avec l'exemple des chauffeurs de bus) se sont bien gardés de toute action qui aurait pu permettre la moindre généralisation. Eux, qui prétendent "faire reculer le pouvoir", "défendre les travailleurs", "mettre le gouvernement à genoux" ont attendu que les banlieues soient redevenues calmes pour reprendre leurs traditionnelles grèves à la SNCF, dans l'éducation nationale... De notre côté, ce n'est pas vraiment une surprise, nos moyens, à eux seuls, ne nous ont pas permis d'atteindre les objectifs qui auraient été souhaitables. Au moins aurons-nous essayé. Au moins aurons-nous fait acte de solidarité. Au moins aurons-nous contribué à préparer un autre futur.

Les militants CNT-AIT du Mirail

1 : voir "Mon quartier à l'heure du Maréchal", dans notre numéro) _ 2 : voir la brochure CNT-AIT : "Pipo, un meurtre en banlieue" _ 3 : voir nos numéros.

DES AGRESSIONS CONTRE LA MANIFESTATION LYCÉENNE DU 8 MARS AUX «ÉMEUTES» D'OCTOBRE-NOVEMBRE 2005

L'irruption de bandes de «jeunes de banlieue» venus racketter des portables ou des fringues et cogner des lycéennes «gothiques» et des «suceurs de Blancs» le 8 mars 2005 montrait déjà les conséquences catastrophiques de la paupérisation accélérée des quartiers populaires depuis trente ans. Les «émeutes» de novembre qui se sont étendues à toute la France n'ont fait que renforcer le tableau pessimiste que l'on peut dresser de la situation de la jeunesse des «quartiers», jeunesse abandonnée par la droite et la gauche.

Pour faire un premier bilan de ces «événements», comme disent pudiquement les journalistes, nous avons regroupé un certain nombre de témoignages et de tracts rédigés à chaud, malgré leurs limites et d'inévitables répétitions. Nous espérons que de nombreux témoignages de première main seront publiés plus tard car, pour le moment, il est difficile de répondre à un certain nombre de questions :

- quelle a été la composition «ethnique» des «émeutiers» ? Même si ce type de question représente une formidable régression politique et théorique, elle est au centre des débats. Et pour pouvoir y répondre honnêtement, il faut bien se demander si les émeutiers étaient uniquement des enfants ou des petits-enfants d'immigrés ou s'il y avait parmi eux des «Fromages» «Gaulois» et autres Berrichons pur jus... Cette question, aussi déplaisante soit-elle, est importante pour deux raisons :
- 1) elle constitue une des explications propagées par la droite et l'extrême droite, qu'il faut donc combattre, mais pas n'importe comment ;
 - 2) si cette explication reflète ne serait-ce qu'une partie de la réalité, elle pose forcément des problèmes politiques nouveaux qui risquent de compliquer la lutte des exploités et des opprimés (1).

Un nouveau bouc émissaire ?

En plus des habituels discours contre les intégristes musulmans ou les délinquants d'origine «étrangère» qui noyauteraient les quartiers, des hommes politiques de droite et certains intellectuels médiatiques ont cette fois inventé un nouveau bouc émissaire qui s'est ajouté aux précédents (pour être complet, il faudrait rajouter les parents «démissionnaires», les profs «laxistes» ou «gauchistes», etc.).

Au début des émeutes, ce sont d'abord les Renseignements généraux (dont, rappelons-le, les infos sont souvent bidonnées) qui ont nourri, dans les médias, l'hypothèse selon laquelle il y aurait, depuis quelques années, une tendance à la formation de bandes purement afro-antillaises, ceux que l'on appelle désormais les «Blacks», par imitation béate du multiculturalisme américain (rappelons qu'en Grande-Bretagne la bataille fait rage entre les multiculturalistes qui réservent ce terme aux Afro-Antillais et ceux qui l'étendent aux Pakistanais, voire à d'autres Asiatiques à la peau «noire». Quels lamentables débats en perspective, le jour où ce type de discussion arrivera en France !) Le premier signe de cette évolution étant, toujours selon les flics, une descente de 200 jeunes Afro-Antillais sur les Champs-Élysées au moment de la Coupe du monde de football de 1998, descente qui aurait été minimisée par les médias, puisqu'on était en pleine euphorie sur la prétendue réussite du modèle «Black-Blancs-Beurs».

Selon les RG, la nouveauté de 2005 par rapport aux «émeutes» précédentes est qu'elles seraient beaucoup moins «pluriethniques» qu'avant.

Cette thèse a été répercutée immédiatement par les journaux de droite comme Le Figaro et Le Point (les télévisions ont été plus prudentes du moins dans leurs journaux télévisés – elles ne tiennent pas à perdre d'audience), mais qui a pris de l'ampleur suite aux déclarations de Sarkozy, Larcher et Auccoyer.

C'est ce qui explique la sortie ignoble du ministre délégué à l'Emploi qui voit dans la polygamie « une des causes possibles » des « troubles sociaux » ou celle du président du groupe parlementaire UMP qui considère qu'il s'agit « certainement d'une des causes » des « émeutes ». Sorties d'autant plus cyniques que les femmes africaines qui divorcent pour «régulariser» leur situation par rapport à la loi française et ne pas être pénalisées... sont en butte à la suspicion et au racisme de l'administration française. Et c'est ce racisme anti-africain sous-jacent qui explique la violente sortie de Sarkozy contre le cousin

du Mauritanien électrocuté qui ne serait pas venu «habillé comme un Français» lorsqu'il a rencontré le ministre de l'Intérieur. Curieusement, aucun média n'a noté ou dénoncé cette remarque répugnante, et aucun des jeunes ou des politiciens présents lors de l'émission d'Arlette Chabot n'a réagi. Que diable peut bien signifier être «vêtu comme un Français» ? Et pourquoi un «Français» n'aurait-il pas le droit de porter un «boubou», une djellaba, voire un short ou un kilt quand il rencontre un ministre ? Et ce sont aussi ces sentiments pour le moins hostiles aux Africains et aux Antillais qui expliquent les propos d'Alain Finkielkraut dans le journal Haaretz du 18 novembre où ce «philosophe» croit pouvoir tenir le même type de discours qu'un raciste d'extrême droite, en toute impunité. En effet, comment interpréter autrement sa diatribe contre une «équipe de France black-black-black qui fait ricaner toute l'Europe»? Ou cette phrase: "Désormais, on enseigne que l'histoire coloniale et l'esclavage furent uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages." Comment croire une seconde que ce monsieur dénonce efficacement l'ethnisation et la racialisation rampantes de la politique en France s'il reprend à son compte les pseudo-concepts de ses adversaires et se met à désigner les Africains comme des «sauvages» ? Et comment croire son démenti totalement sincère quand on sait quel soin cet intellectuel pèse ses mots quand il parle des questions philosophiques qu'il connaît bien ?

On sent bien que la droite et une partie des médias ont tout intérêt à trouver un bouc émissaire responsable des dernières «émeutes» et à mettre l'accent sur les «différences culturelles» ou «ethniques» entre les «minorités visibles». Cela leur évite d'admettre la participation aux «émeutes» de jeunes prolétaires «gaulois» depuis des générations. Ainsi, c'est seulement le 16 novembre 2005 et dans une page intérieure, que Libération nous apprend que **la majorité des personnes arrêtées et condamnées à Lille, Marseille et Toulouse sont des «blancs-becs» (selon la terminologie utilisée par certains signataires de l'Appel des indigènes). La réalité est donc certainement contrastée et variable suivant les cités et les régions. Mais, même si la propagande de la droite est en grande partie mensongère, on ne peut fermer les yeux sur le danger que pourrait représenter une ethnisation des luttes, favorisée par une ségrégation du logement, et manipulée par la droite et l'extrême droite, d'un côté, une extrême gauche tiers-mondiste et islamophile de l'autre.**

- quel a été, et surtout quel sera, le rôle des religieux musulmans ? Apparemment selon les médias, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes sur une base purement confessionnelle, pour calmer le jeu – et certainement pas pour «mettre les banlieues à feu et à sang». Le rôle des responsables religieux musulmans à l'avenir correspondra-t-il à celui que Sarkozy et une bonne partie de la droite veulent leur assigner ou ira-t-il au-delà ? La droite saura-t-elle, comme elle le fait depuis quelques années, aspirer une petite partie des élites issues de l'immigration maghrébine pour la faire collaborer au pouvoir ?
- Les affrontements des jeunes avec la police traduisent-ils le désespoir de (futurs) prolétaires sous-qualifiés qui savent que leur situation non seulement sera pire que celle de leurs parents (pas de boulot fixe, pas de perspective de s'acheter un petit pavillon, une bagnole, une moto, etc.) mais qu'en plus ils seront en butte à une discrimination croissante dans tous les domaines de la vie sociale ? Cette révolte pourra-t-elle se traduire en termes politiques (et non politiciens) ou restera-t-elle cantonnée dans des comportements largement autodestructeurs ?
- Quelles seraient les conséquences pour la lutte des classes de la mise en place d'une éventuelle «discrimination positive» par la droite ? D'ailleurs Sarko a-t-il vraiment l'intention d'appliquer sérieusement ce projet ou s'agit-il d'un chiffon rouge qu'il va agiter pendant des années comme Mitterrand le fit avec le droit de vote aux immigrés pour les élections locales ?
- Sur le plan de l'Ecole et du logement, la petite-bourgeoisie salariée, ceux qu'on appelle pudiquement les «classes moyennes», n'aggrave-t-elle pas délibérément la ségrégation en trichant avec la carte scolaire et en déménageant systématiquement pour éviter la cohabitation avec les prolétaires ? A ce propos, cela valait la peine d'entendre le cri du cœur d'Eric Zémour (journaliste au Figaro) face au très modéré Christian Barbier (de L'Express) lors d'un de leurs face-à-face réguliers sur i-télé. Quand Barbier évoqua (la tarte à la crème de) la «mixité sociale», Eric Zémour devint tout rouge et s'énerma : «Mais enfin, vous dites n'importe quoi ! La bourgeoisie a tout fait pour se séparer des prolétaires au XIX^e siècle, ce n'est pas pour revenir en arrière aujourd'hui ! Ce serait la révolution !» Quel cri du cœur !

En fait, ce qui est inquiétant ce n'est pas l'attitude traditionnelle des grands bourgeois de Neuilly mais plutôt celle des bobos, intellos, profs, cadres moyens et supérieurs, par exemple de ces 5 millions de Français qui ont acheté des actions EDF. Ont-ils vraiment envie, eux, de «mixité sociale»? En clair leurs préjugés sociaux, voire raciaux, en font-ils des alliés objectifs de la ségrégation sociale? Va-t-on vers une évolution à l'américaine avec une ségrégation de plus en plus importante du logement, de l'École et des classes sociales?

Pour ce qui concerne les textes reproduits intégralement dans ce numéro, nous avons fait le choix de ne pas les couper malgré certaines redites et répétitions, et malgré nos désaccords avec nombre d'entre eux, désaccords que nous avons généralement indiqués, soit dans des notes (précédées du mot «commentaire»), soit dans le chapeau des articles.

Ces textes présentent un assez large éventail de positions, du soutien à la police de proximité (Lutte ouvrière et Mimouna Hadjam) à l'absence totale de critique des actes des «émeutiers» (L'Echappée, le MIB, le collectif Nada ou la Section Cosaques-Jabots de bois dont le discours est moins amusant que l'appellation choisie). On remarquera, pour la déplorer, la présence de la thématique inspirée par l'Appel des indigènes (l'usage lancinant du dernier mot à la mode : «post-colonial»), contamination qui ne peut aboutir qu'à l'ethnisation renforcée des questions politiques : de SOS Racisme (avec son désastreux slogan «Blacks, Blancs, Beurs» des années 80) aux actuels Indigènes de la République (avec leur culpabilisation collective des prolétaires français pendant les guerres coloniales), en passant par Sarkozy et sa «discrimination positive», ou Malek Boutih et sa «République métisse», **une même ligne de force se dessine, qui consiste à nier l'importance fondamentale des facteurs de classe dans la création, le maintien et la perpétuation du racisme.**

De plus, on ne peut que constater un énorme décalage entre, d'un côté, le langage et le contenu des tracts ou communiqués ici reproduits, et de l'autre, le vécu et les préoccupations des «émeutiers» et de leurs familles (préoccupations qu'exprime bien Mimouna Hadjam). Si, en général, les tracts de sensibilité anarchiste ou libertaire sont plus sensibles à la révolte des jeunes et moins soucieux d'avancer des slogans politiques ou plaqués sur la réalité, en ce qui concerne les groupes trotskystes on sent bien qu'ils s'adressent avant tout aux prolétaires

ayant un travail fixe, et politiquement proches de la gauche. Ce qui intéresse ces groupes, c'est de faire de la «grande politique» et de flirter avec le PCF pour acquérir une place dans les conseils municipaux et au Parlement, voire pour créer avec ce parti ou une fraction du PCF un «nouveau parti anticapitaliste». Même les bulletins d'entreprise de Lutte ouvrière (groupe qui propage relativement peu d'illusions sur la gauche, du moins si on le compare à ses sœurs du PT ou de la LCR) montrent bien les limites de la propagande révolutionnaire classique en de telles circonstances. Certes ces camarades ont raison de dénoncer les responsabilités du gouvernement actuel, d'expliquer que s'attaquer à des voitures, des écoles, des crèches, des bibliothèques ou des bus ne résoudra rien, et que seule la lutte collective et la solidarité de tous les prolétaires pourraient dégager de nouvelles perspectives, mais leurs propos résonnent aussi et surtout comme un constat d'impuissance.

Refusant de tomber dans les consignes grossièrement politiciennes (réclamer la démission de Sarkozy, voire de nouvelles élections, pour remettre en selle la gauche plurielle comme le font d'autres groupes d'extrême gauche), les camarades de Lutte ouvrière n'ont pas grand-chose de concret à proposer à part plus d'écoles, d'animateurs, de crèches, de bus et de.... flics de proximité, thèmes sur lesquels tous les partis de droite et de gauche sont d'accord, du moins en paroles. (Il a d'ailleurs été particulièrement frappant, pendant ces trois semaines de «violences urbaines», de voir des maires comme Raoult ou Cardo de l'UMP, faire profil bas et ami-ami avec les maires PS et avec le très «sécuritaire» André Gérin du PCF. Tous tenaient à peu près le même discours à la fois consensuel, entre eux, et répressif pour les jeunes.)

Pour avancer des revendications et des formes de lutte nouvelles, correspondant aux besoins des prolétaires des banlieues les plus pauvres, il faudrait disposer d'une implantation massive dans les quartiers populaires ; il faudrait aussi et surtout que les habitants de ces quartiers aient envie de prendre leurs affaires en main, en évitant les chaussetrapes des réformards, du FN, de la droite, des mafieux, des islamistes et des religieux «modérés» de toute confession. On en est loin. Et il y a gros à parier que la situation risque de se dégrader encore davantage : d'abord et avant tout parce que, même si, par miracle, les gouvernants le souhaitaient, ils ne pourraient réparer en quelques semaines des dégâts commis depuis des décennies, mais aussi parce que ni la droite ni la gauche n'ont la volonté politique et les moyens financiers de s'attaquer aux racines du chômage, du racisme, de la dégradation ou de l'ab-

sence de services publics, de la crise du logement et de l'Éducation, etc.

Les émeutes de novembre risquent donc d'être le prélude à une répression accrue contre la jeunesse (et les condamnations en comparution directe le montrent déjà, ainsi que les promesses d'expulsion d' «émeutiers» étrangers et la prolongation de l'état d'urgence), à une haine encore plus grande des jeunes contre les flics (et réciproquement) et à un renforcement des tendances sécuritaires de l'électorat de droite et d'extrême droite, mais aussi de gauche, comme semblent le montrer les sondages.

Nous publions à la fin de cette brochure un article sur l'Appel des indigènes de la République et un texte de l'AWL sur les émeutes de Birmingham, Les fruits amers du communautarisme. Ce dernier texte pointe vers un autre danger, dont les effets néfastes se vérifient depuis des années aux Etats-Unis et apparemment maintenant en Grande-Bretagne : les affrontements inter-ethniques, pour le plus grand bénéfice des classes dominantes. La question ne se pose pas encore en France, du moins à l'échelle d'une violence de masse, mais rien ne permet de penser que ce pays en sera miraculeusement préservé, surtout quand on sait que, dans l'Hexagone, plusieurs millions d'électeurs votent à chaque élection pour un parti raciste et antisémite.

Ni patrie ni frontières (1/12/2005) avec l'aimable autorisation de son auteur

(1) On sait, par exemple, qu'aux États-Unis le développement de l'idéologie du Pouvoir noir, puis des Black Panthers et de la Nation de l'Islam, d'un côté, et de l'autre l'identification de plus en plus grande d'une partie des Juifs américains à la politique colonialiste d'Israël après la guerre de 1967 a rompu définitivement l'alliance traditionnelle entre les Juifs «libéraux» (de gauche) et antiracistes et les Noirs dans leur lutte commune contre le racisme et la ségrégation aux États-Unis. Chacun s'est replié sur les problèmes de sa « communauté », pour de mauvaises raisons bien sûr, mais ce sont les Afro-Américains qui en ont fait les frais.

D'ailleurs, en France, on a déjà vu des luttes des travailleurs immigrés (par exemple celles des foyers SONACOTRA dans les années 70) être combattues par le PCF et totalement ignorées par les syndicats et la plupart des organisations d'extrême gauche ou libertaires. Et aujourd'hui, on ne peut pas

dire que la lutte des sans-papiers soit massivement soutenue par les syndicats et partis de gauche, en dehors du prêt de locaux et de quelques coups de main ponctuels ici ou là.

Si l'extrême gauche et les libertaires continuent à ignorer aussi bien l'immigration africaine et maghrébine que la jeunesse défavorisée des quartiers populaires, qu'elle ait ou pas une carte d'identité tricolore dans la poche, il y a fort à parier que le fossé actuel qui s'est révélé pendant ces « émeutes » deviendra infranchissable pour les révolutionnaires, mais pas pour tous les démagogues, nationalistes ou religieux, qui chercheront à capter leur colère.



CHOISIS TON CAMP CAMARADE !

Contre la proclamation de l'Etat d'urgence ordonnée par le gouvernement lors de l'embrasement des banlieues, une manifestation a été organisée le mercredi 9 novembre à Caen, dont le point de ralliement se trouvait être la place du théâtre. La néo-gauche et particulièrement la LCR avec ses drapeaux 100% à gauche (plus à gauche que moi tu meurs !) ont assuré leur déploiement spectaculaire. Ah, nous étions moins nombreux qu'en 2002 à crier notre indignation et la crainte d'un avenir incertain ! La pluie en fut-elle la cause ? Je crois en réalité qu'une grande

partie de la population a intériorisé le discours sécuritaire d'un prêt à tout, d'un arriviste du pouvoir, incarnant le renouveau idéologique de la bourgeoisie française. Inutile de prononcer son nom ! Il est partout. Sa faim du pouvoir est prête à tout, tant sa mégalomanie est sans fin.

Petit rappel, ceux dénonçant aujourd'hui les excès de ce « sieur », sont les mêmes qui ont appelé à voter Chirac pour sauver la république. Ils peuvent toujours crier : démission...démission ; ça n'épate pas le bourgeois surtout lorsque la manifestation se déroule en plein centre ville au lieu d'être dans un quartier populaire. Et pour élire qui à la place ? Vu le vide ou la nullité référentielle de la néo-gauche bobo (qui sera toujours rattrapée par les méandres passés qu'elle n'arrive pas à résoudre), entre soumission et rupture : choisis ton camp camarade (de la néo-gauche) ! Au fait, en 2007, qui allons-nous avoir ? Je vous laisse les pronostics, mais à coup sûr, ce ne sera pas le socialisme ! Les plus conscients auront saisi que notre seul espoir résulte dans le déclenchement d'une grève générale auto-organisée. Au passage, souvenez-vous de l'avènement des conseils ouvriers lors de l'automne russe de 1905 ! Souvenirs, souvenirs, frères d'armes ! Rappelez-vous de ceux qui n'ont jamais courbé l'échine, parce qu'ils défendaient avant toute chose une éthique et une vérité, ces deux piliers de l'être libre.

Mais au fond, cette néo-gauche est motivée par quoi et par qui ? Serait-ce un mal inconscient ou conscient qui la dévore continuellement ? Le besoin de reconnaissance ! Bah oui, il faut qu'on m'aime ! Satisfaire mon ego devient obnubilant, je le jalonne de tabous, de censures du discours. Pas question de déplaire au français moyen bien dans la norme, restons politiquement correct : exit la grève générale, l'abolition du capitalisme, la construction d'une société communiste. Et certains prétendus anars n'échappent pas non plus à ce constat : ils ont signé un appel commun avec le MJS et compagnie (je tairai le nom de leurs organisations par pitié !) ... Allez savoir pourquoi ! Faut dire... Qu'on ne les comprend pas ! Les anars... ! Le poète doit s'en retourner dans sa tombe !

Tous ces prolétaires, ces étudiants, ces lycéens, ces banlieusards n'ont cure des politiciens, des lendemains électoraux qui chantent, de ces alternances de gifles de droite ou de gauche. Ils osent l'action directe. Ils pensent que l'espoir est au bout de la grève. Comme quoi le prolétariat ne se nourrit pas de curés, fussent-ils de couleur rouge (et même noire), comme l'affirmait si bien Camilo Berneri, ce philosophe ingénieux, ou-

blié du siècle précédent et emporté par la terreur stalinienne.

Néanmoins, relativisons tout de même : le jeune de la banlieue s'adonnant à l'incendie de bagnole n'est pas en soi le nouveau sujet révolutionnaire. Pour quelques petits gauchos (qui n'habitent pas dans ces quartiers), c'est le contraire ! Et oui, vont-ils déjà théoriser cela comme étant le soulèvement contre le règne de la marchandise, en nous récitant du Guy Debord qu'ils ont appris par cœur sans en saisir la substance. Ah oui ! Ils s'abreuvent de leur propre logorrhée afin de satisfaire leur narcissisme. Ah les intellectuels ratés ! En effet, une partie de la jeunesse de ces banlieues reporte sur elle-même et sur les autres (ses voisins de palier) l'insatisfaction que génère cette société du spectacle. Car la partie en question ne peut accéder à cette norme existentielle qui structure consciemment et inconsciemment notre esprit et notre imaginaire, etc. : avoir une belle grosse voiture chromée, se payer des vêtements à la mode, se doter d'une résidence possédant son portail électrique et ses quelques caméras de vidéo surveillance, etc.... pour acquérir une reconnaissance et un statut social tant fantasmé : devenir comme le riche et le patron. Bref, face à cet état impuissant et castrateur, se déchaîne le nihilisme, la pulsion de mort. Eh oui, la lutte des places c'est substituée malencontreusement à la lutte des classes. Voilà la réalité ! Désolé, mais les contes de fée et l'idéalisation m'ont toujours donné la nausée.

Et oui ! Recréer du lien entre les opprimés, par le contenu et le sens d'une alternative possible face à cette société, demeure la véritable orientation pour un révolutionnaire sérieux. Ce qui implique de se mouvoir dans le champ social, puisqu'il sait que son idéologie se confronte au sociologique et qu'elle ne peut s'affranchir du rapport de force, du jeu des contradictions, du contexte, de la réalité. Car une idéologie se mue socialement et non du fait de sa seule existence. L'anarcho-syndicalisme, allié à son cousin germain le communisme de conseil, est seul capable de partir de la réalité, afin d'aller au devenir fixé par son idéologie.

Une dernière remarque aux camarades révolutionnaires et zélotes de la néo-gauche : il ne peut exister, comme l'affirme la dialectique, de dépassement des contradictions de classes que par la suppression d'une société de classes.

Paul Anton CNT-AIT Caen

BANLIEUES : QUI SÈME LA MISÈRE, RÉCOLTE LA COLÈRE !

Le 27 octobre, vers 18h, Zyed et Bouna, 2 mineurs de Clichy-sous-Bois meurent électrocutés alors qu'ils s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF pour échapper à un contrôle de police. Un troisième garçon, Muttin, grièvement brûlé, parvient à rentrer et donne l'alerte. Aussitôt, la cité s'embrase. Sans juger de la pertinence de ces actes, ceux-ci semblent relever de 2 natures différentes : le vandalisme enragé d'un côté (véhicules du quartier, crèche, école, maison de quartier...), mais aussi des attaques ciblées contre des adversaires identifiés comme étant responsables des problèmes vécus par les jeunes des quartiers défavorisés (forces de police, entreprises, bâtiments et véhicules publics...). Dans les 2 cas, tous sont animés par une même haine incontrôlable. Pourquoi ? Au fil des jours, notre société découvre qu'elle offre un visage de guerre interne, déchirées par de graves tensions qui résultent des inégalités sociales et des frustrations de ceux qui en sont les victimes. Les populations dénigrées et exclues attaquent et remettent en cause les représentants d'un système qui les opprime. « On a des papiers depuis des générations mais on n'est pas des Français comme les autres. » déclare un quadragénaire de Clichy qui comprend les jeunes¹ parce qu'il partage leur frustration. Les « racailles » condamnées par Sarkozy expriment à leur manière un mécontentement bien plus généralisé au sein des habitants des quartiers défavorisés : chômeurs, familles d'origine immigrés, personnes démunies... les exclus clament leur rage et leur ras-le-bol. Actes de « sauvageons » ou de barbares, toutes les formules populistes cherchent surtout à cacher l'existence d'une véritable lutte de classe entre exploités et exploités, nantis et pauvres.

Mensonges et manipulations se sont multipliés dans cette affaire : allusion erronée à un cambriolage d'une cabane de chantier, en fait une effraction, pour laisser supposer que les victimes étaient des voleurs ; polémique autour de la fuite de jeunes qui se sentaient pourchassés par la police mais qui ne l'étaient pas selon le procureur de Bobigny (version contredite par le témoignage de Muttin) ; embarras lorsque l'enquête révèle qu'un policier a signalé cette intrusion et le danger encouru par les jeunes sans que rien ne soit fait pour éviter le drame ; déclaration ridicule sur une grenade lacrymogène de

CRS lancée dans une mosquée mais qui n'aurait pas été tirée par la police²; théorie fumeuse d'un complot expliquant la propagation des émeutes³; ajoutez les propos insultants de Sarkozy sur la « racaille »...

Dans le quartier, les rumeurs font état de jeunes, n'ayant commis aucun délit, fuyant un contrôle d'identité poursuivis par des policiers jusqu'à la centrale EDF. Une contradiction avec des discours officiels et médiatiques qui explique l'effervescence et la colère qui ont conduit à des exactions ou à des représailles. Pendant que l'Etat nous endort sur ses responsabilités en mettant en lumière ce « vandalisme » et en multipliant les déclarations fallacieuses, la répression s'abat : arrestation de centaines de jeunes ; provocations, insultes, ratonnade et tirs de flash ball à tout vent⁴... les habitants se trouvent coincés dans une spirale de la violence entre les incendiaires, les révoltés et les CRS.

Pourtant ce vacarme ne parvient pas à masquer complètement des voix discordantes rappelant notamment que ces quartiers sont totalement abandonnés et qu'on n'en arriverait pas là si on ne laissait pas la misère se développer et se concentrer de la sorte. « Ces jeunes sont des produits de notre société : il est inenvisageable de s'attaquer aux problèmes des cités sans s'attaquer aussi aux difficultés que rencontre notre société. »⁵. Ce lien avec des problèmes d'injustice et d'inégalités sociales explique la diffusion des émeutes dans tout le pays à d'autres quartiers partageant les mêmes maux. Sarkozy a déclaré que cet embrasement était somme toute prévisible : « On sentait monter ça depuis plusieurs mois⁶ ». Force est de constater que rien n'a été fait pour résoudre ces frustrations et empêcher que des cités ne soient dévastées. Vu de Neuilly, rien d'alarmant sans doute.

La cité du Chêne-Pointu n'a rien d'extraordinaire selon une directrice d'école maternelle et un professeur du collège de Clichy pour qui « le quartier n'est pas spécialement dangereux. Ce qui s'est passé ici aurait pu se passer à un autre endroit. Le quartier se distingue seulement par un taux de chômage plus élevé qu'ailleurs. »⁷ Pas un quartier de sauvageons, mais de jeunes en difficultés. Les 2 victimes étaient des jeunes d'origine étrangère, malienne et turque, sans histoire de l'aveu du procureur de Bobigny. Pourquoi les émeutiers seraient-ils alors de simples délinquants ? Parmi les jeunes émeutiers aussitôt condamnés, on dénombre un sans papier Marocain et un demandeur d'asile Ivoirien¹. Un étudiant de 25 ans préparant un concours pour être enseignant a avoué à Guillaume Biet (Europe 1) avoir participé au « caillassage » parce que ce drame aurait pu lui arriver ou toucher des pro-

ches. Il témoigne aussi des discriminations à l'embauche et des contrôles de police angoissants pour tous⁸. On a plus affaire à une manifestation violente de solidarité entre défavorisés et non entre voyous.

La situation sociale de Clichy est des plus parlantes : 25% de moins de 25 ans, 25% de chômeurs, 80% de logements collectifs, mais seulement 30% de HLM dont les loyers sont trop élevés pour 30% des habitants obligés de s'entasser dans des copropriétés⁹. Des jeunes sans emploi, souvent victimes de discrimination à l'embauche, qui voient d'un mauvais œil des entreprises qui s'installent dans leur quartier pour bénéficier de franchise fiscale pendant 5 ans, mais qui ne leur offrent aucun emploi. Des municipalités condamnent leur abandon par l'État, rappelant que 310 millions prévus pour l'insertion et le logement social dans les banlieues ont été annulés en 2005¹⁰. Des maires de Seine-Saint-Denis ont demandé un « Grenelle des quartiers populaires » pour répondre au malaise des banlieues méprisées et abandonnées. Le chaos pousse les élus à réagir : on s'accommode de la misère tant qu'il n'y a pas de vague dans sa ville.

Toute l'affaire est loin d'être éclaircie, mais la mort tragique de 2 jeunes révèle une face cachée de notre société. Celle de la pauvreté et de l'exclusion qu'on cherche à dissimuler, y compris dans les statistiques : baisse du chômage à coût de radiation, trucage des critères de calcul pour ne pas avouer que 12% de la population, 7 millions de personnes, vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 3 millions et demi avec moins de 600€ par mois¹¹.

Ce drame a été la goutte d'eau de trop. A Clichy, en Seine-Saint-Denis, puis dans l'ensemble du pays, les cités ghettos s'embrasent. Soutenu par tout le gouvernement, Sarkozy mène une répression bornée. Pourtant, en offrant des cadeaux fiscaux aux plus riches sans se soucier des plus nécessiteux en tant que ministre de l'économie et en refusant de construire des logements sociaux comme maire de Neuilly¹², il a grandement contribué au développement de cette situation explosive. Heureusement la Gauche marque sa différence en expliquant qu'il aurait simplement fallu... conserver une police de proximité ! Contrôler les populations à défaut de régler leurs problèmes, voilà qui est généreux ! Nos politiciens de tout poil montrent leur incapacité à trouver de véritables solutions. La situation démontre que nous sommes dans une impasse et qu'il ne sert à rien de vouloir gérer le système, mais qu'il faut en changer.

L'Etat préfère naturellement entrer dans une logique d'affrontement et de

guerre civile plutôt que de tenter d'apaiser la situation en luttant contre les inégalités sociales à l'origine des tensions. L'Etat confirme qu'il n'a pas vocation à assurer le bien être des populations, mais à protéger un système inégalitaire et l'ordre établi en se plaçant au service des nantis.

Les émeutes sont essentiellement un cri de ras-le-bol ; la misère et l'exclusion étant intolérables. Malheureusement, les destructions frappent surtout les habitants de ces quartiers déjà démunis et risquent d'en pousser plus d'un à se laisser séduire par les sirènes populistes, de Sarkozy à Le Pen. Au lieu de compter les voitures incendiées, les médias et les politiques feraient mieux dénoncer plus souvent les difficultés quotidiennes de gens qui doivent survivre avec un RMI, de jeunes privés d'emploi à cause de leur nom, de femme seule élevant 3 enfants avec seulement 580€... Vivant dans de telles conditions alors que d'autres amassent des fortunes, qui n'aurait pas, à l'heure actuelle, les mains sentant l'essence ? La seule réponse que connaît l'État, c'est la répression : occupation des quartiers par la police, couvre-feu, justice expéditive et bâclée¹³, expulsion des immigrés, interdiction des rassemblements... Pour éviter cette violence, envoyer les forces de l'ordre ne sert qu'à attiser la colère, au mieux à étouffer provisoirement le problème, mais après ?

Il faut simplement mettre un terme aux inégalités révoltantes engendrées par le capitalisme et pour cela, l'État sera toujours un adversaire. Ces événements laissent penser que notre société injuste a atteint ou atteindra inévitablement un point de rupture, notamment si une conscience de classe se forge au sein des jeunes révoltés et de leur famille. Dévastés, les quartiers défavorisés sont également divisés puisque certains sont victimes de la rage des autres. Le salut et l'espoir résident dans la prise de conscience par les familles pauvres de leurs véritables adversaires et la réflexion des émeutiers sur les moyens les plus efficaces pour remettre en cause le système inégalitaire qui écrase ces populations. Volontairement ou non, ces actions ont placé le problème des banlieues sur le devant de la scène en contribuant à l'instauration d'un rapport de force qui pousse l'Etat à essayer d'acheter la paix sociale en même temps qu'il tente d'étouffer l'incendie qu'il a allumé. Il revient aussi à l'ensemble des masses laborieuses de choisir entre un ordre inégalitaire qui engendre de graves tensions et la nécessité d'une révolution sociale afin d'instaurer une véritable justice, seule garante de la paix et du fonctionnement harmonieux d'une société.

Le capitalisme orchestré par l'Etat produit des inégalités qui engendrent la violence.

Pas de justice, pas de paix... sans destruction du capitalisme !

CNT-AIT Châteauroux

¹ « Clichy-sous-Bois cristallise les tensions politiques et sociales », *Le Monde*, 2 novembre 2005.

² « Ils sont dans la centrale EDF... », *Libération*, 4 novembre 2005. (<http://www.liberation.fr/page.php?Article=335994>)

³ « L'hypothèse d'émeutes organisées paraît peu vraisemblable », *Lemonde.fr*, 4 novembre 2005.

⁴ « Emeutes de Clichy-sous-Bois : les jeunes accusent la police », <http://www.afrik.com/article8965.html>. Une vidéo amateur sur ce site montre des policiers tirant au flash ball sur des jeunes en les insultant. Un reportage de « Sept à Huit », TF1, dimanche 6 novembre, montre des policiers insultant des jeunes dans la région lyonnaise et déclarant : « plus c'est la merde, plus on est contents » ou demandant aux jeunes s'ils veulent aller dans un transfo. Le 10 novembre, France 2, montre des policiers tabassant un jeune à la sortie d'un commissariat dans la Courneuve (8 policiers suspendus). Voir aussi « Ces vidéos qui accusent », *L'Humanité*, 12 novembre 2005.

⁵ « L'autre colère de la banlieue », *Libération*, 2 novembre 2005. (<http://www.liberation.fr/page.php?Article=335437>)

⁶ « Un jeune à Aulnay-sous-Bois : Ce n'est qu'un début, on va continuer jusqu'à ce que Sarkozy démissionne », *Le Monde*, 4 novembre 2005.

⁷ « Nuit d'émeute à Clichy-sous-Bois après la mort de deux adolescents », *Le Monde*, 29 octobre 2005.

⁸ Voir l'émission d'Arrêt sur images (France 5) du 6 novembre 2005 qui étudie la façon dont les médias ont couvert les incidents et notamment repris la thèse, fautive, du cambriolage faisant passer les 2 victimes pour des délinquants (<http://www.france5.fr/asi/007548/10/129836.cfm>). Sur la diversité des personnes participant aux émeutes, voir aussi « Les destins fracassés des jeunes jugés à Bobigny pour leur participation aux émeutes », *Le Monde*, 5 novembre 2005.

⁹ « Fuite des classes moyennes, chômage à 25% : Clichy-sous-Bois, radiographie d'une ville pauvre », *Le Monde*, 6 novembre 2005.

¹⁰ « Les maires de banlieues s'exaspèrent de la réduction de leurs aides », *Le Monde*, 6 novembre 2005. « Le gouvernement sommé de répondre à l'accroissement des violences urbaines », *Lemonde.fr*, 6 novembre 2005.

¹¹ « 6% des Français en dessous du seuil de pauvreté », *Libération*, 17 octobre 2005. (6% de pauvres si l'on retient le seuil de 50% du salaire médian, mais 12% avec le seuil Eurostat de 60%).

¹² « Neuilly-sur-Seine à la traîne », *Le Monde*, 13 octobre 2005. En 2004, la ville ne compte que 2,6% de logements sociaux et ne fait guère d'effort pour atteindre les 20% imposés dans la loi SRU de 2000.

¹³ « Les présumés émeutiers condamnés à la chaîne »,

UNE VRAIE CONSCIENCE POLITIQUE

Après cette flambée de révolte légitime, on peut tirer de nombreux enseignements. Déjà, et ce n'est pas un hasard, la résistance populaire vient d'un milieu où les contradictions sont les plus flagrantes : mise à l'écart des populations à majorité d'origine immigrée, alternance entre racisme diffus et ouvert, précarité généralisée, violence policière, stigmatisation sociale et médiatique... Il est clair que les valeurs auto proclamées du système (telles que l'égalité), là plus qu'ailleurs, sont démenties en pratique. Il n'y reste plus personne pour croire "qu'en travaillant" et en étant un "bon citoyen" il pourrait s'en sortir. Cette conscience clairvoyante de l'impasse sociale débouche sur une conscience politique : il suffit de voir comment les partis politiques et les organisations de gauche ont été rejetés des quartiers. C'est normal, depuis 20 ans, ils touchent des subventions sur les dos des populations. Ils ont largement fait leur preuve ici qu'il n'y avait rien à attendre d'eux

Les quartiers populaires aujourd'hui sont de grands ensembles déconnectés du reste de la ville. Les médias ont œuvrés quotidiennement depuis de nombreuses années à ce que ceux qui n'y vivent pas en aient peur. Aujourd'hui, on peut dire, qu'une partie de la population est perméable à ce discours. La peur habilement distillée, empêche toute communication. Même dans les milieux soit disant progressistes ou révolutionnaires le manque de réactivité démontre que l'État a réussi sa division. Certains ont même justifié la répression. Cette révolte fut ghettoisée alors qu'elle avait toutes les raisons de s'étendre, et nous étions trop peux nombreux à faire savoir qu'elle pouvait être l'étincelle d'une rupture généralisée. Cet état de fait provient de la peur de l'autre, et de la peur non-consciente produite par un système qui s'attaque petit à petit à de plus en plus de monde. La pauvreté, la ségrégation sociale, la précarité ne sont plus l'apanage des cités, elles sont à tout moment réalité pour beaucoup de gens.

L'État par la voix de ses médias a un discours fascinant et opère un retournement habile. Les pauvres d'origine étrangère (sous-entendu, qui n'auraient pas les mêmes mœurs) ne veulent pas s'intégrer, ne respectent pas les règles et en plus ils se révoltent. La réalité est inversée, l'État leur refuse de s'intégrer et il ne les considère que comme une réserve de main d'œuvre bon marché.

Mais l'État n'a pas qu'un discours il a aussi sa pratique. Au plus fort des émeutes il instaure le couvre feu, fait témoigner des citoyens-policiers en faveur de l'intervention de l'armée, montre qu'il est prêt à en découdre si tout ne rentre pas dans l'ordre. Dans des numéros précédents (AZF, Nouvelle-Orléans) nous avons largement analysé comment le pouvoir, quand il est affaibli, met en quarantaine. Outre son efficacité pratique, la mise en quarantaine a aussi une fonc-

tion symbolique : si tout ne rentre pas vite dans l'ordre, nous avons les moyens de réprimer encore plus sévèrement.

En même temps qu'il stigmatise, l'État à grand renfort de dossiers médiatiques, reconnaît qu'être pauvre et pas tout à fait français, ça n'aide pas à s'intégrer. Il fait mine de découvrir ce que tout le monde sait déjà : il y a du mal être dans les banlieues et du désespoir. Ce désespoir pourtant est partagé par tous. Pour supporter cette existence inhumaine on a recours à des anxiolytiques, des jeunes se suicident avant même de découvrir ce qu'est la vie, le cancer se propage conséquence d'une mauvaise nutrition ou de la radioactivité des usines. La nature agonise et des catastrophes écologiques se déchaînent aux quatre coins du monde. Ceux qui ont un compte en banque confortable n'y échappent pas. De l'insécurité de la survie pour les uns à l'inhumanité de la vie moderne pour les autres, il y a toutes les raisons d'être mécontent. Mais les mots viennent à manquer pour exprimer cette pauvreté là et on préfère consommer des gadgets "simplificateurs de vie". Ces ersatz de bonheur prêt à consommer ne remplissent pas le vide intersidéral du point de vue humain d'une vie dans une société capitaliste occidentale. Notre tâche est de mettre en lien tous ces facteurs que le système divise à n'en plus pouvoir : le problème est global tout comme sa solution.

Fait positif, on a assisté ces derniers temps à un phénomène intéressant. Des personnes qui n'ont a priori pas grand chose à voir avec les banlieues se sont senties solidaires spontanément, et même si elles n'étaient pas tout à fait d'accord avec les moyens employés, elles se sont reconnues dans cet embrasement soudain. Certaines se sont même surprises à espérer que la révolte se généralise. Dans cette époque obscure où le mensonge est relayé par la confusion, le simple fait de ne pas en vouloir aux émeutiers est précurseur d'une conscience bien plus large où tout est possible. L'idée qu'on a toujours le choix de se rebeller et de vivre autrement refait son apparition progressivement. Elle se fait loin des partis dépositaires de la révolution car ils en sont les ennemis irréductibles.

Lors de nos interventions, qui ont engendré des discussions, on a pu voir que l'espoir de changer de vie collectivement fait son chemin. Cette conscience positive, car elle prend le parti de la vie, se fait loin des médias et pratiquement dans l'anonymat. A chacun désormais de rentrer en résistance et de se regrouper collectivement. Il faut reprendre le terrain social et faire savoir que nous n'attendons rien d'un système d'oppression. Même si cette tâche paraît ingrate et n'est pas spectaculaire, même si l'on a l'impression sur le moment qu'elle ne débouche pas, elle n'en reste pas moins primordiale. Le système n'aura plus les moyens d'acheter la paix sociale, et nous savons que ce genre de révolte va s'accroître dans un futur proche. A chacun de choisir son camp: celui de la putréfaction capitaliste ou celui de la liberté et de la solidarité !

Marc-Aurèle CNT-AIT Toulouse

POUR UN ÉTAT D'URGENCE SOCIALE

C'est pour faire oublier la crise de société et les graves problèmes sociaux mis en évidence par la révolte de la Toussaint que le gouvernement a choisi de faire monter la pression dans les cités. Il va utiliser les médias pour mettre en œuvre un spectacle pyrotechnique autour des voitures brûlées. La « violence » dont-il est le responsable direct va lui servir à détourner la réflexion nécessaire sur le changement de société. Le débat sur les problèmes sociaux se cantonne à un débat sur « la violence » lui-même réduit à sa plus simple expression : un comptage de voitures brûlées dont on serait bien en peine de trouver quelqu'un capable de nous en certifier l'exactitude et l'origine.

Devant la colère des populations des banlieues, tout comme face aux revendications des salariés et des chômeurs, l'État ne se soucie pas de satisfaire les aspirations légitimes des ouvriers et des jeunes, il défend le capitalisme. Le pare-feu sécuritaire est l'outil d'un État aux abois pour contrer toute explosion sociale.

Quand personne ne croit plus aux promesses des politiciens et aux mensonges des médias, quand les matraques et les prisons sont insuffisantes à maintenir l'ordre des marchands de misère et de mort, quand tout cela ne suffit pas se dresse alors le spectre du fascisme. Nous ne pouvons accepter la mise en œuvre de l'état d'urgence et ses dispositions liberticides (couvre feu, perquisitions...), désormais en vigueur pour 3 mois. Ce dispositif d'exception, jadis utilisé durant la guerre d'Algérie, avait conduit le préfet de police Papon à organiser le massacre du 19 octobre 1961 à Paris en 2005, c'est le même réflexe colonialiste qui est mis en œuvre en direction des quartiers populaires. La réponse du gouvernement à la « fracture sociale » est la matraque et la ghettoïsation renforcées dans les banlieues où un pauvre reste un pauvre.

Notre réponse est d'opposer **un état d'urgence sociale**. Pour ne pas rester sans lendemain, une fois la pression retombée, notre révolte doit s'organiser, sur nos lieux de travail, fondée sur la démocratie directe, avec le contrôle des mouvements par la base, sans représentant autoproclamé, sans intervention de quelque parti politique ou syndicat réformiste que ce soit.

La réponse qu'il nous faut donner au tout sécuritaire, c'est la solidarité dans les quartiers, les boîtes ou les ANPE. Construire cette solidarité entre salariés, chômeurs, précaires, étudiants pour envisager un changement radical de société, pour enfin en finir avec les injustices, causes de nos problèmes actuels.

CNT-AIT Rennes

**LES CAHIERS DE
L'ANARCHO-SYNDICALISME SONT ÉDITÉS
PAR L'UNION LOCALE CNT-AIT DE CAEN**



CNT-AIT

BP 2010

14089 CAEN CEDEX 6

<http://cnt.ait.caen.free.fr>

cnt.ait.caen@free.fr

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLTE DES BANLIEUES D'AUTOMNE 2005

LES TEXTES DANS CE CAHIER BIEN QU'ÉMANANT DE PLUSIEURS PERSONNES DÉMONTRENT UNE RELATIVE UNITÉ D'ANALYSE SUR LA PROBLÉMATIQUE DES BANLIEUES LORS DE LA RÉVOLTE DE L'AUTOMNE 2005. NÉANMOINS, CERTAINS DE CES TEXTES EXPOSENT DES REGARDS ET APPRÉCIATIONS DIFFÉRENTES. IL FAUT ÉVITER DE TIRER DES CONCLUSIONS HÂTIVES TANT LA SITUATION APPARAÎT COMPLEXE DANS SON ORIGINE ET DEVENIR. CE DERNIER NOUS DIRA SI C'EST LE SIGNE AVANT-COUREUR D'UNE RÉVOLTE PLUS PROFONDE ET GÉNÉRALE CONTRE LE SYSTÈME SOCIAL ET D'UNE CRISE DU FORDISME EN PLACE. UN NOUVEAU CYCLE DE LUTTE SE PRÉSAGE-T-IL ? LA LUTTE AU CŒUR DE L'HABITAT N'EST PAS OPPOSABLE À LA LUTTE SALARIALE. L'UNE ET L'AUTRE EXPRIMENT OU PROLONGENT CE QU'ELLES ONT DE COMMUN : L'OPPRESSION, L'EXPLOITATION, L'EXCLUSION, LA PAUPÉRISATION, LA PRÉ-CARITÉ, ETC. TOUS CES ASPECTS SONT LIÉS AU SYSTÈME SOCIAL BASÉ SUR L'EXISTENCE DES CLASSES SOCIALES.

LE LECTEUR OBSERVERA QUE L'ANARCHO-SYNDICALISME DE LA CNT-AIT N'ENTEND PAS SE LIMITER À L'ENTREPRISE, MAIS BIEN D'AGIR DANS L'ENSEMBLE DU CHAMP SOCIAL : CONVAINCU QU'UN CHANGEMENT GLOBAL DE SOCIÉTÉ EST VITAL ! A NOUS DE SUIVRE L'EXEMPLE DE NOS COMPAGNONS ET COMPAGNES DE TOULOUSE QUI LE PORTENT AU CŒUR DES CITÉS. CE QUI PROUVE QUE LA MÉTHODOLOGIE DE L'ANARCHO-SYNDICALISME EST OPÉRATOIRE AU-DELÀ DE L'ENTREPRISE.



CNT-AIT
